



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL



COMPTE-RENDU

*Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle
au Sahel et en Afrique de l'Ouest*

Lomé, 30 mars - 1^{er} avril 2010

mars 2010

Sommaire

SIGLES ET ACRONYMES.....	3
INTRODUCTION	4
1. CEREMONIE D'OUVERTURE ET DEROULEMENT DES TRAVAUX	4
2. LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES PAYS DU CILSS ET DE LA CEDEAO	5
2.1. Résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010.....	7
2.2. Dynamique du marché régional.....	10
2.3. Situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest	12
2.4. Populations vulnérables et Actions d'interventions en cours et/ou envisagées par les pays et les partenaires	12
2.4.1. <i>Populations vulnérables.....</i>	<i>12</i>
2.4.2. <i>Actions d'interventions en cours et/ou envisagées à l'Est du Sahel</i>	<i>13</i>
2.4.3. <i>Compléments d'informations sur les actions/programmes en cours ou envisagées par les partenaires (ECHO, PAM, FAO, UE, FICR).....</i>	<i>14</i>
RECOMMANDATIONS :	17
ANNEXE 1 : Plan de soutien du Niger.....	21
ANNEXE 2 : PRODUCTION CEREALIERE BRUTE DE LA CAMPAGNE 2009/2010 ET COMPARAISON AVEC LES 5 DERNIERES ANNEES.....	22
ANNEXE 3 : BILAN CEREALIER PREVISIONNEL REVISE 2009/2010 (CILSS)	22
ANNEXE 4: AGENDA.....	23
ANNEXE 5: LISTE DES PARTICIPANTS	26

SIGLES ET ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
AGR	Activités Génératrice de Revenus
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FEWS NET	Famine Early warning Systems
FICR	Fédération Internationale de la Croix-Rouge et de Croissant-Rouge
FSTP	Programme Thématique de Sécurité Alimentaire
HKI	Helen Keller International
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PREGEC	Prévention et Gestion des Crises alimentaires
PTF	Partenaire Technique Financier
SAP	Système d'Alerte Précoce
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UN-OCHA	UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
USAID	United State Agency for International Development

INTRODUCTION

Du 30 mars au 01 avril 2010 s'est déroulée à Lomé (Togo), la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Placée sous la présidence de Monsieur Kossi Messan Ewovor, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Togo, la réunion a regroupé près de quatre vingt (80) personnes représentant les pays membres du CILSS, de l'UEMOA et de la CEDEAO notamment les responsables des services des statistiques agricoles et des systèmes d'alerte précoce, les points focaux nutrition OOAS du Togo et du Niger, les organisations d'intégration sous-régionales (UEMOA, CILSS), les partenaires techniques et financiers (Union Européenne, Coopération Française, FAO, CSAO/OCDE, FEWS NET, OFDA/USAID, ECHO, OCHA, PAM) et la société civile (FICR, ACF, Réseau Billital Maroobe, HKI). Voir annexe 5 (liste des participants).

Il s'agissait au cours des travaux de :

- dresser la situation alimentaire et nutritionnelle dans chaque pays au vu notamment des résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010 au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- procéder à l'identification des populations vulnérables suite aux missions conjointes (CILSS, FAO, FEWS NET, PAM) d'évaluation de la situation alimentaire et l'évolution des marchés effectuées dans les bassins Ouest, Centre et Est du Sahel ;
- formuler des recommandations à l'endroit des décideurs en vue d'apporter une assistance aux couches vulnérables pour une meilleure gestion de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations dans l'espace CILSS/CEDEAO.

1. CEREMONIE D'OUVERTURE ET DEROULEMENT DES TRAVAUX

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Kossi Messan Ewovor, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Togo, en présence du Professeur Alhousseïni Bretaudeau, Secrétaire Exécutif du CILSS, Monsieur Amadou Hébié, représentant la Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso et Monsieur Justin Rushemeza, Représentant Résident de la FAO au Togo.

Prenant la parole en premier, Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS a souhaité la bienvenue aux participants et les a remercié d'avoir honoré de leur présence la présente concertation. Il a ensuite précisé que le choix du Togo n'est pas fortuit car le CILSS privilégie depuis quelques années une approche régionale de la sécurité alimentaire qui prend en compte tous les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette approche qui se base sur la nécessaire complémentarité entre les pays côtiers et les pays sahéliens se justifie particulièrement cette année au vu des résultats prévisionnels de la campagne agricole 2009-2010. Il a terminé ses propos en précisant que les discussions se focaliseront en outre sur l'identification des actions les plus pertinentes à initier pour apporter une assistance aux populations en difficulté alimentaire à l'Est du Sahel notamment au Niger et au Tchad à l'entrée de la période de soudure 2010.

Ouvrant officiellement la rencontre régionale, Monsieur le Ministre a souligné le grand intérêt qu'il accorde au processus d'évaluation de la situation alimentaire et

nutritionnelle de l'espace CILSS/CEDEAO. Il a rappelé le contexte dans lequel se déroule cette importante rencontre qui fait suite au Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements du CILSS tenu à Ndjamena, au Tchad, durant le mois de mars 2010. Enfin, il a souligné l'importance des conclusions des travaux de cette concertation et a remercié les participants pour leur présence au Togo.

Les travaux se sont déroulés en plénière sous la direction du bureau suivant :

President : M. Lébéné Kougbenya (Togo).
Vice Président : M. Aba Gibril Sankareh (Gambie),
Rapporteurs : M. Oumarou Songré (Burkina Faso),
M. Reginald W. Fannoh (Liberia),
M. Ould Baba Aïnina Moulaye Saïd (Mauritanie),
avec l'appui des experts du CILSS.

Après la présentation des objectifs, les résultats attendus de la réunion et l'adoption de l'agenda, les débats et discussions ont porté sur les thèmes suivants :

- Résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010 présentés par le CILSS.
- Evolution et perspective du marché régional présentée par le CILSS.
- Situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest présentée par le CILSS.
- Situation alimentaire, identification des zones et populations vulnérables et actions en cours et/ou envisagées, présentée par chaque pays.
- Restitution des missions conjointes réalisées dans les trois bassins d'échange ouest africains (Tchad, Niger, Nigeria, Bénin, Cameroun, Ghana, Burkina Faso, Mali et Mauritanie) sur la situation alimentaire et la dynamique des marchés et des flux transfrontaliers et leur impact sur la situation alimentaire par le CILSS/FEWS NET/PAM.
- Compléments d'informations sur les actions/programmes en cours ou envisagés par les partenaires (ECHO, PAM, FAO, FICR) pour faire face à l'insécurité alimentaire dans le Sahel.

2. LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES PAYS DU CILSS ET DE LA CEDEAO

2.1. Résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010

Sur les seize (16) pays présents (la Sierra Léone étant absente), treize (13) ont présenté leurs résultats définitifs de la campagne agricole. Trois (3) pays n'ont pas présenté de résultats définitifs pour des raisons de particularité du calendrier cultural (Cap-Vert) et du retard dans le dépouillement des enquêtes (Guinée Bissau et Nigeria). Les chiffres de production du Mali n'ont pas été produits de manière conforme, par conséquent la réunion a décidé de porter réserve sur les résultats définitifs de ce pays.

Des efforts notoires ont été faits par les Etats dans le fonctionnement des dispositifs d'enquête agricole et dans l'établissement des bilans céréaliers et alimentaires. Seulement, les statistiques sur les productions animales, maraîchères, halieutiques et sur les oléagineux (huile de palme) doivent être mieux affinées pour une meilleure évaluation des disponibilités alimentaires.

La production céréalière au Sahel et en Afrique de l'Ouest est estimée à **51 101 000 tonnes**, dont 10 466 000 tonnes en riz, 15 790 000 tonnes en maïs et 24 845 000 tonnes en autres céréales. Cette production céréalière globale est en baisse de 2% par rapport aux récoltes de 2008-2009.

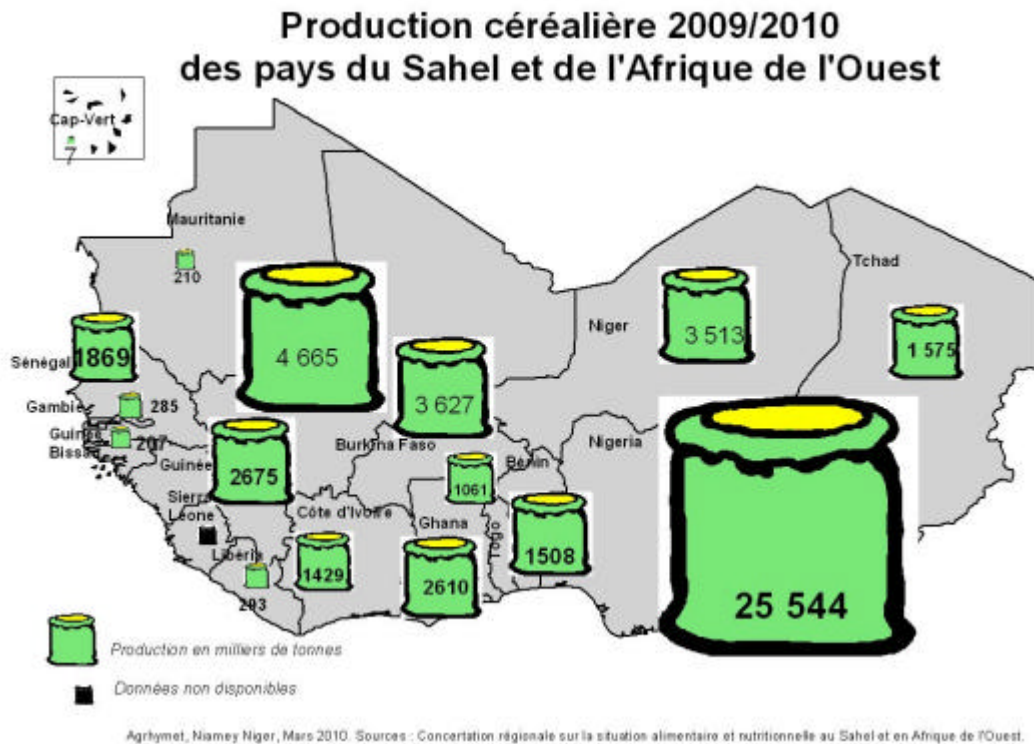
Par espace de couverture des OIG, la production céréalière se répartit comme suit : 15 984 000 T dans l'espace CILSS, soit une baisse de 9% par rapport aux récoltes de 2008-2009 et en hausse de 11% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, 17 878 000 T dans l'espace UEMOA, soit une baisse de 6% par rapport à l'année dernière et 49 316 000 T de céréales dans l'espace CEDEAO, soit une légère baisse de 1% par rapport à l'année dernière.

Quant à la production des autres cultures vivrières au Sahel et en Afrique de l'Ouest, elle est de 44 527 000 T pour l'igname, 65 821 000 T pour le manioc, 2 676 000 T pour la patate, 4 899 000 T pour le taro, 3 295 000 T pour le niébé et 5 660 000 T pour l'arachide.

Ces résultats cachent cependant des disparités importantes dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest notamment :

- Des déficits céréaliers importants au Niger et au Tchad ;
- Des excédents de productions de maïs (au Bénin, au Togo et au Ghana), de racines et de tubercules en zone soudanienne (au Ghana, au Togo et en Côte d'Ivoire).

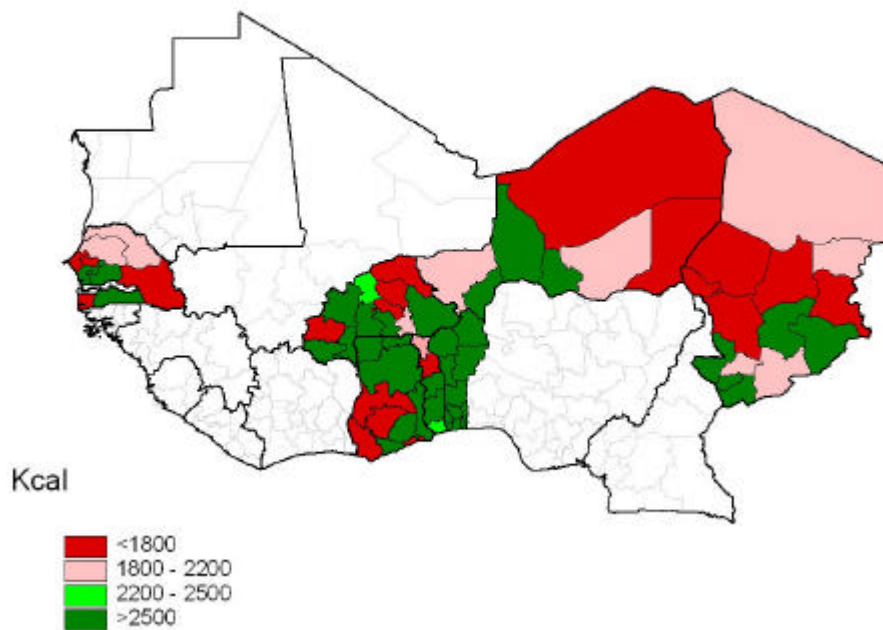
Carte 1 :



La sommation des productions de céréales, de tubercules et de légumineuses aboutit globalement à un disponible calorique de 2 040 kcal/j/hbt dans la zone CEDEAO plus la Mauritanie et le Tchad qui rassemble 310 millions de personnes. La carte 2 donne une idée plus détaillée de ces disponibilités subdivisions administratives pour 7 pays :

Carte 2 :

Disponibilité calorique par personne et par jour



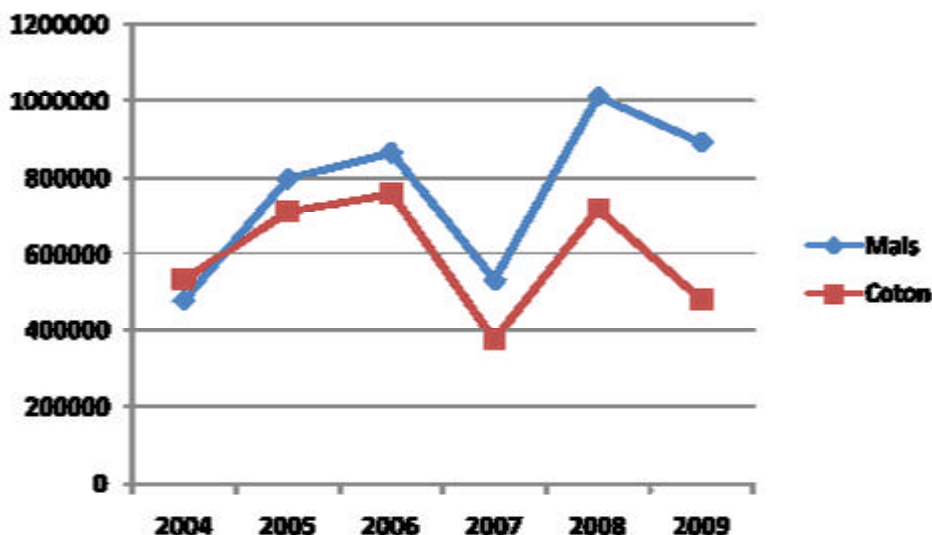
Source: CILSS/AGRHYMET/ Mars 2010

On constate que des zones très déficitaires existent bien au Nord du Burkina, sur presque l'ensemble du Niger et la partie sahélienne du Tchad. On note aussi de bonnes disponibilités vivrières au Sud Ouest du Burkina, dans les parties soudaniennes du Tchad et dans les pays côtiers.

NB : Les zones rouges au Ghana concernent des régions où l'agriculture est déjà largement marchande (cacao et tomate) et qui importent des produits vivriers.

Sur les dynamiques conjointes des productions de coton et de maïs, la réunion a pu faire de nouveau le constat de leur importance pour la sécurité alimentaire.

- La Côte d'Ivoire subventionne les engrais en zone cotonnière pour relancer de façon conjointe le coton et le maïs (37% de subvention).
- On note une légère baisse de la production de maïs au Burkina, corrélée en partie à la baisse de la production de coton.



Source : Graphique CILSS, données DGPER Burkina

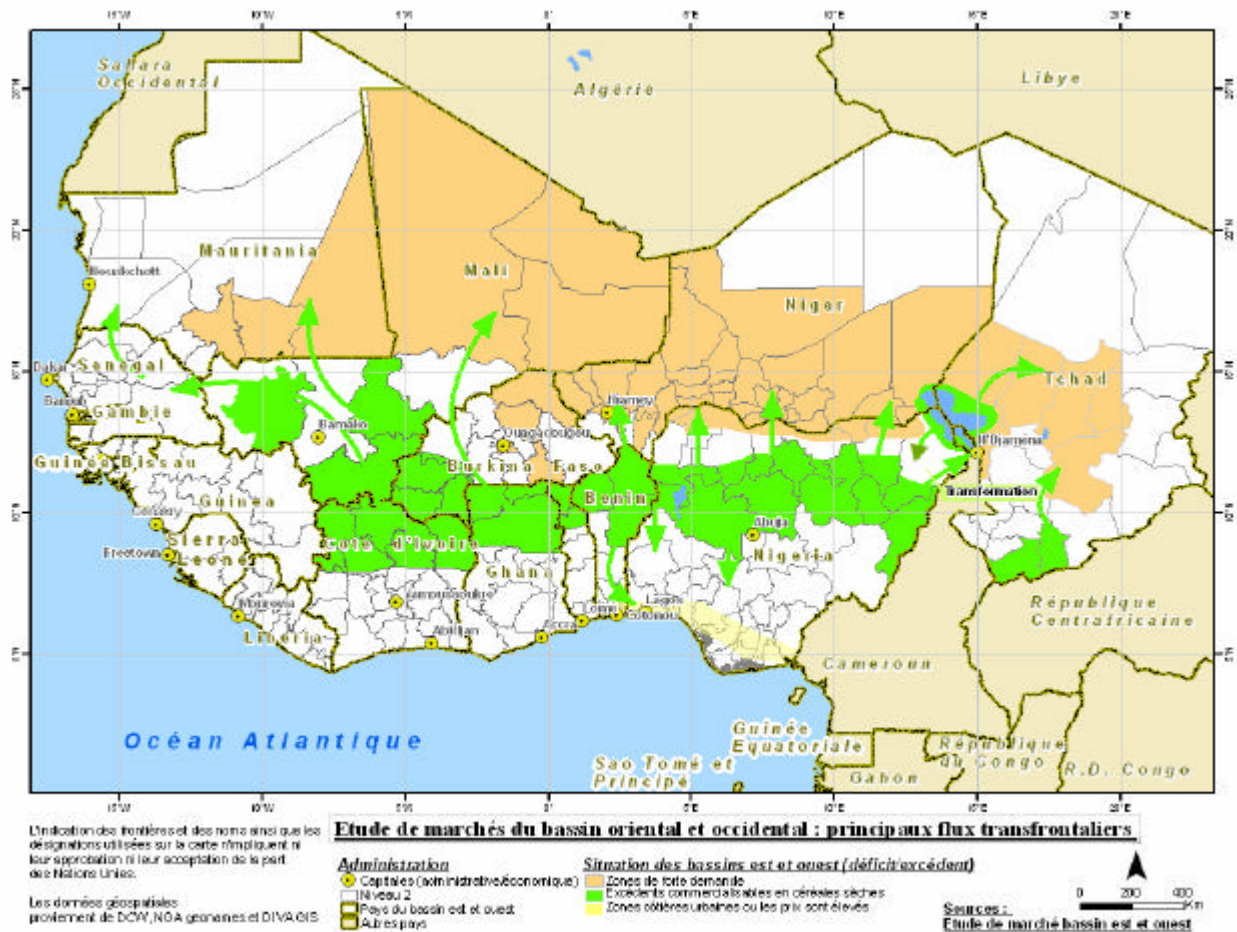
Sur le plan pastoral, le déficit fourrager est très aigue au Nord-Est du Mali, au Niger et au Tchad. Un déficit de 16 millions de matière sèche a été estimé au Niger. La transhumance, seule stratégie d'adaptation des pasteurs, pose un problème sérieux pour les zones d'accueil où les risques de surcharge pastorale et de dégradation de l'environnement sont réels. Les disponibilités en aliments de bétail dans ces pays sont largement insuffisantes ; ce qui constitue une inquiétude sur la capacité des Etats à préserver le capital productif des pasteurs. L'abreuvement du bétail constitue également une problématique importante au Niger, au Mali, au Tchad, au Burkina et en Mauritanie.

2.2. Dynamique du marché régional

Les marchés sont dans l'ensemble bien approvisionnés en céréales et autres produits alimentaires dans toute la région Sahel et Afrique de l'Ouest. L'offre provient

des pays côtiers (Nigeria, Benin, Ghana) et de certains sous bassins au Centre et à l'Ouest du Sahel (Sud du Burkina, Centre et Sud du Mali, Bassin arachidier du Sénégal). La carte n°3 illustre bien les flux transfrontaliers dans toute la région.

Carte 3 :



Des flux importants de céréales notamment de maïs du Bénin et du Nigeria vers le Niger (environ 10 000 tonnes par semaine) assurent un niveau de disponibilité correct pour l'instant sur les marchés de ce pays, malgré le déficit de production céréalière. Il faut toutefois noter que sur certains marchés du Niger plus de 80 % des céréales mises en marché proviennent déjà des pays voisins. Le maïs venant des pays côtiers constitue sur la plupart des marchés du Niger la moitié des disponibilités. Le tableau N°1 indique les disponibilités de quelques produits vivriers dans des pays côtiers.

Tableau n°1 :

Produits	Pays	Quantités (tonnes)
Maïs	<i>Bénin</i>	240 000 T
	<i>Togo</i>	88 000 T
	<i>Ghana</i>	115 000 T
Igname	<i>Ghana</i>	602 000 T
	<i>Togo</i>	223 000 T
Toute tubercule	<i>Côte d'Ivoire</i>	377 000 T

On constate bien que le marché fonctionne dans les bassins oriental et central, mais la dynamique actuelle des flux commerciaux ne résoudra pas seule la question de l'accès alimentaire des populations vulnérables du Sahel, en raison de la chute des revenus des ménages et les niveaux de prix très élevés dans ces pays.

En effet, les prix de mars 2010 sont supérieurs en général à la moyenne sur 5 ans : de 20% pour le mil à Ouagadougou, Bamako, Niamey, Ségou, Sikasso, Maradi et de 20% pour le riz importé dans la plupart des marchés des pays enclavés. Dans ces pays, les prix, entre 400 et 500 FCFA par kilo, rendent le riz importé inaccessible pour la plupart des ménages qui sont en insécurité alimentaire. Néanmoins, les prix du maïs ne sont supérieurs à la moyenne sur 5 ans que de 5 à 15%, il joue ainsi le rôle de céréale d'ajustement cette année sur le marché régional notamment pour l'approvisionnement des pays du bassin Est tel que le Niger.

Sur le plan pastoral, est observée une morosité des marchés de bétail. La dépréciation de la Naira ralentit la demande nigériane au Tchad. L'appréciation de l'Ouguiya handicape les exportations mauritaniennes vers le Sénégal notamment.

L'offre de bétail étant très supérieure à la demande, les termes de l'échange se sont détériorés et sont défavorables aux éleveurs et aux agropasteurs qui dépendent de la vente du bétail.

Sur le plan des importations, les prix des qualités de riz importé en Afrique de l'Ouest continuent leur baisse mais restent encore très élevés par rapport aux prix d'il y a cinq ans (350 à 450 \$US la tonne contre FOB actuellement 200 à 300 \$US la tonne auparavant). Il restera cher sur les marchés or les prévisions d'importation sont élevées (près de 3 300 000 tonnes hors Nigéria).

Au regard des productions fluctuantes que la zone Sahel et Afrique de l'Ouest a connu ces dernières années (déficit localisé, hausse des prix) une bonne frange de la population n'a pas actuellement accès aux denrées alimentaires. La situation est très critique au Niger et au Tchad qui ont connu des déficits de production pastorale et agricoles importants. Les populations les plus concernées sont les éleveurs dépendant des marchés pour plus de 80% de leur achat de céréales et d'aliments de bétail et faisant face à une forte dégradation des termes de l'échange ; les cultivateurs dépendant de la vente des produits de rente qui ont connu également une baisse drastique de productions (arachide, coton).

Si des dispositions énergiques ne sont pas prises maintenant, une détérioration de la situation alimentaire courante et par conséquent l'atteinte de niveaux d'insécurité alimentaire élevés voire extrêmes au moment fort de la soudure dans certaines régions du Niger et du Tchad constituent des risques majeurs.

2.3. Situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

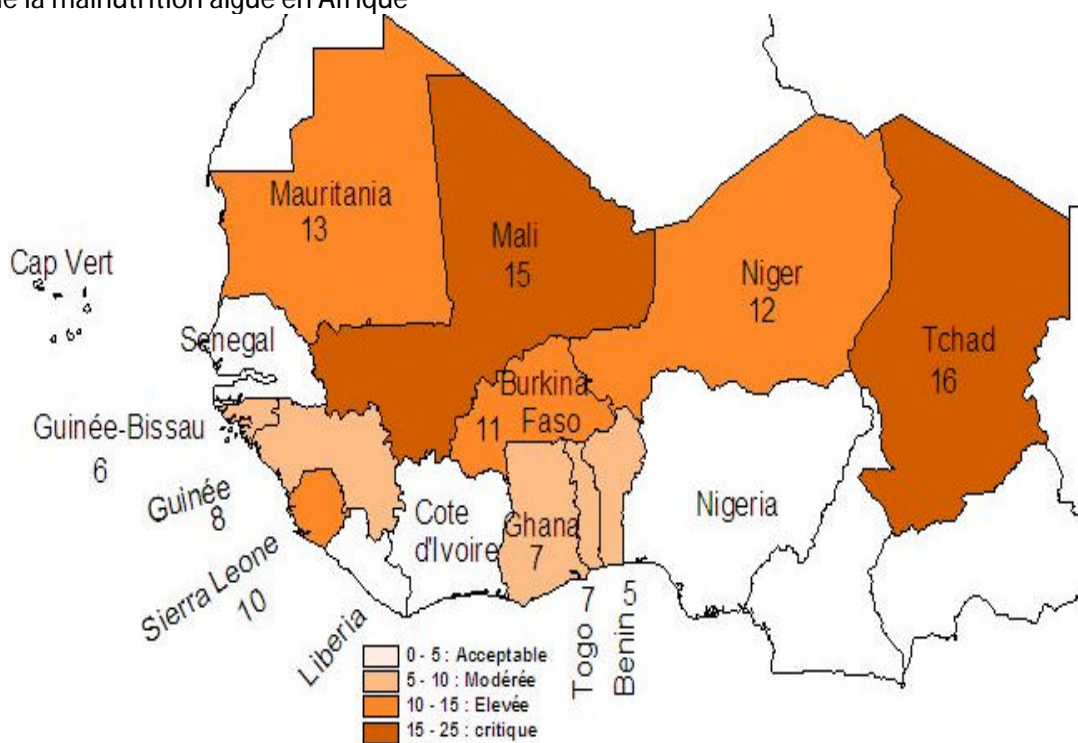
La situation nutritionnelle reste toujours préoccupante en particulier pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes en âge de procréer. Pour les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de malnutrition aiguë globale varie entre élevée (>10%) à très élevée (>15%) dans les pays du Sahel entre mai - août 2009. Quant à la malnutrition chronique globale, elle est classée élevée (>30%) à très élevée (>40%) dans la plupart des pays. Cette situation prévaut malgré les améliorations constatées entre 2007 et 2008 dans certains pays (Niger, Burkina Faso, Mauritanie). Dans les pays côtiers, les taux de malnutrition aiguë globale sont moyens (5% - 10%) avec cependant des régions (Nord et Sud-Est Bénin, Nord Nigeria et Nord Togo) présentant des taux élevés. Dans ces pays, on note également que les taux de malnutrition chronique sont élevés (>=30%). Pour les femmes en âge de procréer, la

plupart des pays présentent des taux de déficience énergétique chronique également élevés (>15%) créant une situation de double fardeau de la malnutrition, en particulier dans le milieu urbain.

Il est à souligner que la malnutrition sévit aussi bien dans des régions classées en insécurité alimentaire que celles en sécurité alimentaire, rappelant la nécessité de considérer les autres facteurs connexes de la malnutrition (hygiène, assainissement, santé, etc.).

Carte 4 : Situation de la malnutrition aiguë en Afrique

Guinée Bissau
Smart 2008
Ghana
FSVA mai 2009
Guinée
ENENSE mai 2008
Sierra Léone
EDS juin 2008
Bénin
AGVSAN Nov. 2008
Togo
Smart juin 2009
Guinée Bissau
Smart 2008
Ghana
FSVA Mai 2009
Guinée
ENENSE mai 2008
Sierra Léone
EDS juin 2008
Bénin
AGVSAN nov. 2008
Togo
Smart juin 2009



Graphique : CILSS

Par rapport à 2008, la situation nutritionnelle s'est dégradée en début 2010 dans certains pays (Niger, Tchad). Cette situation pourrait s'aggraver les prochains mois si des actions d'atténuation ne sont pas mises en œuvre pour faire face à l'insécurité alimentaire dans ces pays.

Au Tchad, les résultats de l'enquête de vulnérabilité de juin 2009, ont révélé au niveau national, une prévalence de malnutrition aiguë globale (16%) dépassant le seuil d'urgence de 15% avec un taux de malnutrition aiguë sévère de 3,2%, situation qui risque de s'aggraver en période de soudure pastorale et agricole. Les régions les plus touchées sont celles de la zone sahélienne (les préfectures de Batha, Kanem, Chari-Baguimi, Guerra, Salamat, Ouaddaï, Lac, Biltine) et une partie de la zone soudanienne (les préfectures de Tandjilé, Mayo-Kebbi, Logone Occidentale).

Au Niger, la prévalence de malnutrition aiguë globale, chez les enfants de moins de 5 ans est supérieure au taux de 10% dans 7 des 8 régions, une situation considérée sérieuse ou d'alerte. Deux régions, Diffa (17%) et Zinder (15%) sont en situation critique ou d'urgence. Par rapport à 2008, la situation s'est dégradée dans 6 régions (Agadez, Dosso, Maradi, Tahoua, Diffa, Niamey). Un appel a été lancé pour traiter

plus de 600 000 enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigüe sévère (378 000 enfants) ou de malnutrition aigüe modérée (310 000 enfants), ainsi que 35 000 femmes enceintes allaitantes et pour faire une distribution ciblée ou « blanket feeding » à plus de 500 000 enfants de 6 à 23 mois.

Au Burkina Faso, la situation nutritionnelle s'est beaucoup améliorée ces dernières années. Cependant, les résultats de l'enquête SMART réalisée en août 2009, montrent que dans dix (10) régions sur les treize (13) que compte le pays, la situation est toujours considérée sérieuse (10 à 15%). Cette situation semble liée en grande partie à des pratiques inadéquates d'alimentation (taux d'allaitement maternel (16%) très faible et alimentation complémentaire de faible valeur nutritive) et à la morbidité (diarrhée et fièvre).

2.4. Populations vulnérables et actions d'interventions en cours et/ou envisagées par les pays et les partenaires

2.4.1. Populations vulnérables

Le tableau n° 2 indique le nombre de populations vulnérables à l'insécurité alimentaire identifiées dans les pays du CILSS et de la CEDEAO.

Tableau n°2 : Estimation des populations vulnérables selon les pays

PAYS	VULNERABILITE ELEVÉE	VULNERABILITE MODERÉE	COMMENTAIRES
BENIN	*1		
BURKINA FASO	936 000		Population des zones Nord et Centre à déficit de production < 90 % des besoins par rapport à la norme céréalière et risque prix (prix céréales élevé + TDE bétail céréales en dégradation)
CAP-VERT	43 000	37 000	Population des districts à risque sur la base des productions
COTE D'IVOIRE	232 000	1 269 000	Insécurité alimentaire basée sur le score de consommation alimentaire établi par le PAM
GAMBIE	43 000		Population des districts ayant subi des inondations dans les plaines rizicoles
GHANA	121 000	1 079 000	Insécurité alimentaire chronique pour environ 1 million de personnes des 3 régions Nord et des zones urbaines : réponse basée sur AGR, coupons et petite irrigation 121 000 victimes des inondations
GUINEE BISSAU	*		
GUINEE	602 000	1 700 000	Insécurité alimentaire basée sur le score de consommation alimentaire établi par le PAM
LIBERIA		344 000	Population totale des comtés enclavés, risque prix
MALI	258 000	371 000	258 000 personnes bénéficiaires des distributions gratuites, districts à risque prix (céréales et TDE bétail céréales)
MAURITANIE	143 000	226 000	Insécurité alimentaire basée sur le score de consommation alimentaire établi par le PAM

¹ * données non disponibles

NIGER	2 700 000	5 100 000	Risque basé sur le déficit de production et le risque prix Insécurité alimentaire basée sur le score de consommation alimentaire établi par le PAM (céréales et TDE céréales bétail)
NIGERIA	*		
TCHAD	1 080 000	800 000	Risque basé sur le déficit de production et le risque prix (céréales et TDE céréales bétail)
TOGO	*		
SENEGAL	170 000		Population totale de circonscriptions victimes d'inondations et d'attaques parasitaires
SIERRA LEONE	*		

Source : Rapports pays mars 2010, Lomé/Togo

Les méthodes d'identification des zones diffèrent d'un pays à un autre. Il reste du chemin à parcourir dans l'harmonisation des méthodes. L'application du Cadre Harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et populations vulnérables est une des solutions.

2.4.2. Actions d'interventions en cours et/ou envisagées à l'Est du Sahel

Au regard de la situation alimentaire particulièrement difficile à l'Est du Sahel (notamment au Niger, au Tchad, au Mali et au Burkina), les Gouvernements et les partenaires ont entrepris un certain nombre de mesures qui visent à atténuer la vulnérabilité des populations dans les zones à risque identifiées.

Au Niger, l'Etat avec l'appui de ses partenaires a initié un vaste programme d'appui aux populations vulnérables. Il s'agit des opérations de cash for work, de banques céréaliers, de renforcement des stocks céréaliers, de la vente de céréales à prix modéré, des opérations d'appui à la production (notamment la distribution gratuite ciblée de semences), l'approvisionnement en semences, d'engrais et d'intrants zootechniques, la reconstitution du stock national de sécurité. Le coût global du plan de soutien incluant la nutrition est estimé à 119 673 293 456 FCFA. Le disponible est évalué à 35 975 905 994 FCFA et le montant à rechercher à 83 697 387 462 FCFA. Les besoins sont indiqués dans une matrice régulièrement mise à jour sur www.cic.ne.

Au Tchad, le gouvernement a mobilisé 23 250 tonnes de vivres destinés à la distribution gratuite et à la vente à prix subventionnés, 10 350 semences de céréales dont 350 en riz, 6 000 tonnes d'aliments bétail ainsi que l'achat de 30 000 tonnes de céréales.

Au Burkina, le positionnement des stocks de céréales destinées à la vente à prix social prévu depuis le 1^{er} avril 2010 se fera en privilégiant le mil et le sorgho dans les régions du Sahel et du Nord. Au regard de la situation particulièrement difficile du bétail, une dotation à prix subventionné par l'Etat de 3 350 tonnes de sous-produits agro industriels (SPAI) d'un (1) milliard de FCFA est nécessaire pour soutenir les éleveurs de mars à juin 2010 dans les provinces du Sahel, les départements du

Centre-Nord frontaliers avec le Sahel, dans plusieurs départements des provinces de la Gnagna et de la Komandjoari. Aussi, plus de 8 milliards de FCFA seront mobilisés par le gouvernement pour l'achat de céréales et de niébé en vue (i) de la distribution gratuite et/ou de la vente à prix social aux ménages vulnérables des zones à risque; (ii) du soutien aux producteurs pour une meilleure commercialisation de leurs produits ; (iii) de la reconstitution du stock national de sécurité alimentaire (16 000 tonnes de céréales dont 60% déjà constitués) ; (iv) du renforcement du suivi de l'évolution de la situation alimentaire dans les zones déficitaires.

Au Mali, à part les efforts consentis pour renforcer la disponibilité céréalière en riz, le Gouvernement a entrepris des actions d'envergures pour venir en aide aux éleveurs qui sont les plus touchés par la crise notamment dans les régions Nord du Mali à travers l'achat d'animaux déstockés et la mise à disposition de l'aliment bétail. En outre, une distribution gratuite de 6970 tonnes de céréales à 258 088 personnes vulnérables est prévue dans les régions de Kidal et de Gao de mai à juillet 2010.

Les mesures prises par les gouvernements soulagent les populations vulnérables touchées mais n'éliminent pas systématiquement la crise. Une surveillance accrue est donc de rigueur jusqu'à la fin de la soudure. La situation de cette année révèle une crise pastorale structurelle avec des capacités de charge largement dépassées dans les zones les plus touchées et des efforts à faire pour augmenter le maillage des points d'eau, restaurer les parcours et organiser les filières de l'aliment bétail.

2.4.3. Compléments d'informations sur les actions/programmes en cours ou envisagés par les partenaires (ECHO, PAM, FAO, UE, FICR)

▪ **ECHO**

Depuis 2007, la stratégie d'ECHO s'est construite sur trois piliers : information-réponse-plaidoyer. En réponse aux crises imprévues et conjoncturelles qui sévissent dans certains pays de l'espace CILSS/CEDEAO, ECHO mènent des actions d'appui à la sécurité alimentaire, à la nutrition, aux épidémies, aux inondations et aux victimes des conflits. Entre 2009 et 2010 son budget alloué aux pays en difficulté au plan humanitaire est passé de 33 millions à 41 millions d'EUROS soit une augmentation de 8 millions en direction des pays qui sont les plus touchés par la crise, notamment le Niger (21,6 millions d'EUROS), le Burkina (8 millions d'EUROS), le Tchad (7,2 millions d'EUROS), le Mali (2,4 millions d'EUROS).

▪ **PAM**

La présentation du PAM avait pour but d'informer les participants sur les actions entreprises pour assister les populations en difficultés alimentaires particulièrement au Niger et au Tchad. Le budget se présente selon le tableau n° 3 suivant :

Tableau n°3 : situation des appuis au Niger et au Tchad

Pays	Bénéficiaires (millions)	Budget (millions de USD)	Déficit (millions de USD)	Budget à mobiliser
Niger	2.4	124	82	66%
Tchad	0.7	67	38	58%

Source : PAM

Cette assistance concerne l'appui aux moyens d'existence (banques de céréales, distributions ciblées), la prévention et le traitement de la malnutrition (Blanket feeding) préventif des enfants de 6 à 23 mois et supplémentation des femmes et enfants malnutris modérés, l'appui aux analyses de vulnérabilité (Etude pastorale avec le CIRAD et les SAP Burkina et Mali, l'appui à l'étude SAP/Niger d'avril 2010, appui au SAP Tchad), les achats régionaux dans la mesure des capacités. (La coopération des gouvernements est indispensable. Si on ne peut pas acheter rapidement dans la région il faudra envisager des achats pour assurer le pipeline).

▪ **FAO**

La représentation de la FAO a fait le point sur les actions entreprises par la dite institution pour appuyer les pays touchés notamment le Niger, le Tchad et le Mali comme le montre le tableau n°4.

Tableau n°4 : Besoin d'appui au Niger, Tchad et Mali

Activités	Nombre de personnes	Couverture des besoins par la FAO	Montant (USD)	Sources
MALI				
Aliment du bétail (775 t)	14 000	26%	631 701	CERF
NIGER				
Alimentation du bétail (8 450 t)	67 500	81%		CERF ; EU ; Belg; Esp
Cash for Work	6 000	6% (3)	686 000	UE
Distribution Semence (2 125 t)	205 900	59% (4)	1 896 928	CERF ; DFID; EU ; Belg; Esp
TCHAD				
Alimentation du bétail (615 t)	4 556	10%	500 000	CERF
Distribution Semence (360 t)	33 000	11%	1 000 000	CERF

Source : FAO

▪ **FICR**

La présentation de la FICR était axée sur les actions d'assistance en cours (cash for work, banque de céréales, distribution gratuite de céréales, dépistage de la malnutrition aiguë) au Niger (Zinder, Tahoua et Diffa) et au Tchad (Lac, Kanem, Barh El Gazel). Ainsi, grâce à ses fonds d'urgence, la Fédération a mobilisé un montant qui s'élève à 229 000 CHF pour le Niger et 237 964 CHF pour le Tchad. Cependant, un certain nombre d'activités d'appui sont planifiées au Niger et nécessitent un appel d'urgence d'un montant de 1 000 000 CHF.

▪ UE

La communication a porté sur le projet FSTP volet 2 « Lien entre l'information et la prise de décision pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays du CILSS et de la CEDEAO » dont le CILSS sera maître d'œuvre. L'objectif stratégique du FSTP est d'améliorer la sécurité alimentaire des plus pauvres et des plus vulnérables et de contribuer à atteindre le premier OMD via un ensemble d'opérations qui assure le lien entre l'urgence et le développement.

3. POINTS DES DEBATS

Il ressort des discussions les points suivants :

Sur le plan sécurité alimentaire :

- Au sujet du plan de contingence du Tchad pour faire face à la situation alimentaire, la délégation tchadienne a précisé que les conclusions des travaux de concertation du Comité Directeur de la Sécurité Alimentaire apporteront bientôt des réponses plus précises relatives aux diverses mesures envisagées par le gouvernement.
- Pour le niveau du stock de sécurité du Tchad et le mécanisme d'approvisionnement, la délégation a précisé que le stock de sécurité est de 10 000 tonnes et que le gouvernement envisage l'achat de 30 000 tonnes de céréales dans les pays voisins. Ce mouvement est un peu tardif et l'appui des partenaires est attendu.
- Le Niger a démarré la vente de 60 000 tonnes de céréales au profit des populations vulnérables sur le stock stratégique, à raison de 13 000 FCFA le sac de 100 kg. Le gouvernement a entrepris la reconstitution du stock national de sécurité en achetant des céréales dans les pays voisins. Des difficultés sont rencontrées au niveau des pays tiers et le principe de libre circulation des marchandises doit être réaffirmé.
- Au sujet de la situation pastorale au Niger et au Tchad, les deux délégations ont mentionné que certaines actions sont prévues au profit des pasteurs, mais les actions programmées restent très faibles par rapport aux besoins, notamment en termes d'aliments concentrés pour le bétail. La situation de cette année révèle par ailleurs une crise chronique en zone pastorale dans l'ensemble du Sahel, où les capacités de charge des pâturages disponibles sont dépassées chaque année.

Sur un plan plus général :

- Le problème de l'actualisation des données nutritionnelles a été soulevé suite à la présentation de la situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Aussi, les participants ont souligné la nécessité de partager les expériences de HKI sur la surveillance alimentaire et nutritionnelle mensuelle des ménages en Guinée Conakry.
- La volonté de l'UEMOA de travailler avec le CILSS pour la production de statistiques fiables a été réaffirmée.
- Il est important de positionner les réponses dans les plans de contingence des pays. Ceux-ci, à l'instar du Niger progressent dans la proposition d'actions mieux ciblées en fonction des différents types de populations vulnérables y

compris dans les pays côtiers comme l'illustre l'exemple du Ghana dans l'encadré ci-après.

Plan de soutien du Ghana aux populations vulnérables :

- *Populations en insécurité alimentaire chronique dans le nord : cantines scolaires, AGR pour groupements féminins, appui aux cultures de contre-saison*
- *Populations touchées par les inondations : kit semences, distribution de céréales*
- *Cash transfer pour les ménages (notamment urbains) les plus vulnérables: 200 Ghana cédis tous les 15 jours*

RECOMMANDATIONS :

A l'issue des échanges, diverses recommandations ont été formulées et sont de plusieurs ordres : réponses à la situation de cette campagne, aspects institutionnels, mesures techniques liées au suivi de la campagne avec pour chaque type de recommandation, les acteurs concernés.

Mesures de réponses à la crise	Acteurs concernés
<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir leurs efforts notés de levée des mesures restrictives au libre échange pour éviter le surenchérissement des prix des denrées ; • Assurer un suivi rapproché des zones et populations structurellement vulnérables ; • Prendre des dispositions pour accélérer la constitution et reconstitution des stocks nationaux de sécurité ; • Mettre en œuvre des actions préventives de supplémentation alimentaire à des groupes de populations structurellement et/ou physiologiquement vulnérables (enfants et femmes enceintes et allaitantes) en début de soudure et de difficultés alimentaires. 	PAYS
<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser régulièrement des informations sur les zones les plus vulnérables au Niger et au Tchad. 	CILSS
<ul style="list-style-type: none"> • Envisager dans l'immédiat une réponse régionale en appui aux efforts déjà déployés par les Etats concernés et les partenaires techniques. 	UEMOA, CEDEAO
<ul style="list-style-type: none"> • Lever temporairement toutes les entraves à la libre circulation des sous-produits agro-industriels (SPAI) et lever les taxes sur ces produits. 	PAYS, UEMOA, CEDEAO

<ul style="list-style-type: none"> Augmenter de façon substantiel l'appui financier aux pays afin de mettre en œuvre les mesures et interventions d'urgence et les stratégies de développement en moyen et long termes pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle décelée dans le monde rural notamment en zones agropastorales et pastorales ; Inscrire leurs actions et programmes en conformité aux plans de contingence du Niger et du Tchad ; Accorder plus d'attention à la situation pastorale au Niger, au Tchad et au Nord du Mali. 	PTF
Mesures institutionnelles	Acteurs concernés
<ul style="list-style-type: none"> Mieux coordonner les actions d'intervention d'urgence et de développement des différents acteurs sur le terrain ; Assurer un libre fonctionnement du marché régional ; Continuer et renforcer une approche multisectorielle pour l'analyse, la gestion, le suivi et la prise en charge de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. 	PAYS
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la fourniture régulière d'informations sur la sécurité alimentaire à l'attention des différents acteurs publics comme privés ; Faire un plaidoyer pour la nutrition afin que les différents gouvernements la considèrent dans les politiques publiques ; Organiser la conférence ministérielle sur les problématiques de statistiques agricoles au Sahel et en Afrique de l'Ouest en concertation avec l'UEMOA et la CEDEAO. 	CILSS
<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'initiative régionale portée par le CILSS sur la mise en Réseau des Sociétés, Commissariats, Offices chargés de la gestion des stocks de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RESOGEST) ; Renforcer les synergies, la cohérence et la complémentarité et la mise en œuvre des initiatives régionales en matière de sécurité alimentaire conformément aux accords de coopération existants ; Appuyer le CILSS dans le processus de révision des dispositifs d'enquêtes agricoles dans les pays où le besoin se fait sentir. 	UEMOA, CEDEAO
Mesures techniques	Acteurs concernés
<ul style="list-style-type: none"> Envoyer, à temps, les résultats de la campagne au CILSS avant la tenue de la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle ; Faire ressortir les informations sur le cheptel dans les rapports; Présenter régulièrement le bilan alimentaire au cours de la concertation régionale; Intégrer le suivi nutritionnel dans les enquêtes permanentes agricoles afin de disposer de données régulières et fiables. 	PAYS

<ul style="list-style-type: none"> • Consolider les acquis de certains pays en matière de statistiques agricoles et appuyer les pays à mieux établir leurs bilans céréalier et alimentaires; • Etendre la mise en œuvre du dispositif de suivi de la campagne aux pays côtiers en leur apportant l'assistance nécessaire ; • Organiser un deuxième passage des missions conjointes CILSS, FAO, FEWSNET pour la validation des résultats définitifs dans les pays avant l'atelier régional de concertation ; • Affiner la détermination des taux de pertes des céréales dans tous les pays ; • Améliorer le suivi et l'analyse de l'impact des produits de rente sur la sécurité alimentaire au niveau national et régional à travers des appuis conséquents aux dispositifs d'information ; • Faire un état des lieux des expériences réussies en matière de nutrition dans la sous-région et ailleurs afin de les partager et de mieux outiller les acteurs de l'agriculture et de la santé/nutrition dans la lutte contre la malnutrition ; • Faire une analyse approfondie de la chaîne des valeurs pour voir à qui profite la hausse des prix de céréales. 	CILSS
---	--------------

Fait à Lomé (Togo), le 1^{er} avril 2010

La rencontre

ANNEXES

ANNEXE 1 : Plan de soutien du Niger

ACTIONS	VENTILATION DES BESOINS			DISPONIBLE	A RECHERCHER
	Coûts de mise en œuvre (fcfa)	Céréales nécessaires (T)	Coût total		
PRIORITE 1					
Cash For Work	15 509 889 000		15 509 889 000	2 000 000 000	13 509 889 000
Banques Céréalières (renforcement et création)	690 500 000	13 810	3 452 500 000	1 375 000 000	2 077 500 000
TOTAL 1	16 200 389 000	13 810	18 962 389 000	3 375 000 000	15 587 389 000
PRIORITE 2					
Appui à la production	3 937 720 000	79 544	19 846 520 000	8 419 957 143	11 426 562 857
Ventes à Prix Modérés	1 800 000 000	60 000	13 800 000 000	9 660 000 000	4 140 000 000
Appuis en Intrants alimentaires	2 287 120 000		2 287 120 000		2 287 120 000
Appui en Semences	2 142 600 000		2 142 600 000		2 142 600 000
Reconstitution des stocks		62 500	12 500 000 000		12 500 000 000
TOTAL 2	10 167 440 000	202 044	50 576 240 000	18 079 957 143	32 496 282 857
Nutrition	2 604 598 416	21643466040	24 248 064 456	8 520 948 851	15 727 115 605
TOTAL I + II + N	28 972 427 416	21 643 681 894	93 786 693 456	29 975 905 994	63 810 787 462
Achat céréales (GAP)		129 433	25 886 600 000	6 000 000 000	19 886 600 000
TOTAL GENERAL	28 972 427 416	21 643 811 327	119 673 293 456	35 975 905 994	83 697 387 462
Recettes ventes à prix modérés				9 935 640 000	

Source: Rapport Niger mars 2010

**ANNEXE 2 : PRODUCTION CEREALIERE BRUTE DE LA CAMPAGNE 2009/2010 ET
COMPARAISON AVEC LES 5 DERNIERES ANNEES**

Pays	PRODUCTION BRUTE (X 1 000 tonnes)		Résultats définitifs 2009/2010	Ecart (%) 09/08	Ecart (%) 2009/Moy (04-08)
	2008/2009	2004/2008			
Burkina Faso	4 359	3 536	3 627	-17%	3%
Cap-Vert	8	6	7	-8%	19%
Gambie	241	217	310	29%	43%
Guinée Bissau	200	194	207	3%	7%
Mali	4 119	3 588	4 665	13%	30%
Mauritanie	215	169	210	-2%	24%
Niger	4 905	3 748	3 514	-28%	-6%
Sénégal	1 740	1 228	1 869	7%	52%
Tchad	1 779	1 762	1 575	-11%	-11%
Ensemble CILSS	17 565,1	14 449,0	15 984,1	-9,0%	11%
Bénin	1 268	1 155	1 508	19,0%	30,5%
Côte d'Ivoire	1 396	1 335	1 429	2,3%	7,0%
Ghana	2 297	1 923	2 608	13,5%	35,6%
Nigeria	25 672	26 406	25 544	-0,5%	-3,3%
Liberia	279		293	5,0%	
Togo	935	864	1 061	13,5%	22,8%
Sierra Léone					
Guinée	2 548	2 242	2 675	5,0%	19,3%
Pays Côtiers	34 394	33 927	35 117	2%	3,5%
Ensemble Zone	51 959	48 375	51 101	-2%	5,6%
Zone UEMOA	18 922	15 650	17 879	-6%	0,1
ZONNE CEDEAO	49 966	46 445	49 316	-1%	6,2%




Source: CILSS/AGRHYMET/ Mars 2010





ANNEXE 3 : BILAN CÉRÉALIER PRÉVISIONNEL RÉVISÉ 2009/2010 (CILSS)


POSTES	BURKINA FASO	CAP-VERT	GAMBIE	G-BISSAU	MALI*	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	CILSS
Population au 30/04/2010	16 059 861	517 831	1 731 102	1 587 482	15 040 000	3 254 426	14 626 346	12 284 000	11 348 266	76 449 314
I. DISPONIBILITES	3 313 695	37 568	292 119	169 752	3 694 934	208 278	3 174 749	1 577 682	1 338 794	13 807 571
Production										
Production brute	3 626 637	7 383	310 375	207 410	4 664 502	210 213	3 513 539	1 868 906	1 575 117	15 984 082
Production disponible	3 018 566	6 276	240 119	137 739	3 614 524	161 151	2 968 025	1 460 532	1 299 638	12 906 569
Stocks initiaux										
. Paysans	256 753	-	10 000	-	-	-	150 000	-	-	416 753
. autres	38 376	31 292	42 000	32 013	80 410	47 127	56 724	117 150	39 156	484 248
II. BESOINS	3 234 567	161 438	378 678	299 970	3 319 627	672 743	3 428 686	2 435 740	1 829 374	15 760 824
Norme de consommation (kg/hbt/an).										
Norme de consommation humaine totale	190	206	-	175	-	176	231	185	159	-
Stocks finaux	183 193	54 765	75 735	22 161	101 067	99 964	50 000	163 200	25 000	775 085
. Paysans	138 443	-	-	-	-	-	-	55 000	6 000	199 443
. Autres	44 750	54 765	75 735	22 161	101 067	99 964	50 000	108 200	19 000	575 642
III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	79 129	-123 871	-86 559	-130 219	375 307	-464 465	-253 937	-858 058	-490 580	-1 953 253
IV. SOLDE IMPORT/EXPORT.	256 948	90 033	75 398	144 855	230 551	420 350	290 961	1 015 403	108 000	2 632 499
. importations commerciales prévues	275 053	79 033	80 300	135 312	261 455	382 956	290 961	1 013 000	45 000	2 563 070
. aides prévues	8 015	11 000	5 000	9 543	12	37 394	-	14 000	63 000	147 964
. exportations prévues	26 120	-	9 902	-	30 916	-	-	11 597	-	78 535
V. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) NET.	336 077	-33 838	-11 161	14 636	605 858	-44 115	37 024	157 345	-382 580	679 246

Source: CILSS/AGRHYMET/ Mars 2010

ANNEXE 4: AGENDA

JOUR 1	MARDI 30 MARS 2010	REMARQUES
08 H 30 – 09 H 00	Accueil et inscription des participants	Secrétariat CILSS
09 H 00 – 09 H 45	Cérémonie d'ouverture	- Harouna Kindo/CILSS
	- Allocution du Secrétaire Exécutif du CILSS - Discours d'ouverture prononcé par Mr. Kossi Messan Ewovor, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Togo	
09 H 45 – 10 H 00	Mise en place du bureau de séance : <ul style="list-style-type: none"> Président : Togo Vice-Président : Gambie Rapporteurs : Burkina Faso, Mauritanie, Libéria appuyés par les Experts du CILSS/FEWS NET - Présentation des participants - Présentation et adoption de l'Agenda (CILSS/SE) - Présentation des objectifs et résultats attendus de la concertation (CILSS/SE)	- El Hadj Dramane Coulibaly, Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV/CILSS - Abdou Karim Keita, Expert SA/CILSS
10 H 00 – 10 H 15	PAUSE CAFE 	
SESSION 1 : ANALYSE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES PAYS DU CILSS ET DE LA CEDEAO		
10 H 15 – 10 H 45	Synthèse des résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010 (superficies, productions, rendements, bilan céréalier) des pays du CILSS et de la CEDEAO	- Experts CILSS (Centre Régional AGRHYMET) Modérateur : Amadou Hébié/UE
10 H 45 – 11 H 25	DISCUSSIONS (40 mn)	
11 H 25 – 12 H 10	Evolution du marché régional	Moussa Cissé/CILSS Modérateur : Amadou Hébié/UE
12 H 10 – 13 H 00	DISCUSSIONS (50 mn)	
13 H 00 – 14 H 30	DEJEUNER 	
14 H 30 – 15 H 30	Situation nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et propositions d'interventions en sécurité alimentaire DISCUSSIONS (30mn)	
15 H 30 – 16 H 00	Situation alimentaire, identification des zones et populations vulnérables et actions en cours et/ou envisagées (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé) Présentation par Pays (10 mn) par pays 1. Situation alimentaire (brève analyse de la disponibilité et l'accessibilité) 2. La situation nutritionnelle 3. Les populations vulnérables identifiées et actions en cours et/ou envisagées	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie Modérateur : FAO
16 H 00 – 16 H 15	PAUSE CAFE 	

16 H 15 – 17 H 15	Situation alimentaire, identification des zones et populations vulnérables et actions en cours et/ou envisagées (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé) (Suite Présentation par Pays (10 mn))	Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali Modérateur : FAO
17 H 15	SUSPENSION DES TRAVAUX	
JOUR 2	MERCREDI 31 MARS 2010	
08 H 45- 09 H 00	Compte-rendu des travaux de la 1 ^{ère} journée	Rapporteurs
09 H 00 – 10 H 45	Situation alimentaire, identification des zones et populations vulnérables et actions en cours et/ou envisagées (Questions d'éclaircissement, 5 mn après chaque exposé) (Suite Présentation par Pays - 10 mn)	Mauritanie, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal, Tchad, Togo Modérateur : Sébastien Subsol/Coopération Technique Française
10 H 45 – 11 H 00	PAUSE CAFE 	
11 H 00 – 12 H 00	Restitution des missions conjointes réalisées dans les trois bassins d'échange ouest africains (Tchad, Niger, Nigeria, Bénin, Cameroun, Ghana, Burkina Faso, Mali et Mauritanie) sur la situation alimentaire et la dynamique des marchés et des flux transfrontaliers et leur impact sur la sécurité alimentaire par CILSS/FEWS NET/PAM Compléments d'informations sur les actions/programmes en cours ou envisagés par les partenaires (PAM, FAO, OCHA, ECHO, UE, IFRC)	Pays/CILSS/FEWS NET/FAO/PAM/OCHA Modérateur : Sébastien Subsol/Coopération Technique Française
12 H 00 – 12 H 30	DISCUSSIONS (30 mn)	
12 H 30 – 14 H 00	DEJEUNER 	
14 H 00 – 15 H 30	Focus sur le Niger, le Tchad et le Nord Nigeria avec réponses à apporter à la crise et coordination des interventions	Pays/CILSS/FEWS NET/FAO/PAM/OCHA Modérateur : Sébastien Subsol/Coopération Technique Française
15 H 30 – 16 H 00	DISCUSSIONS (60 mn)	
16 H 00 – 16 H 15	PAUSE CAFE 	
16 H 15 – 17 H 00	Conclusions générales sur la situation alimentaire courante et les perspectives dans la région et dans le monde	Modérateur : El Hadj Dramane Coulibaly, Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV/CILSS
17 H 00	SUSPENSION DES TRAVAUX	
JOUR 3	JEUDI 1^{er} AVRIL 2010	
08 H 00 – 11 H 00	Rédaction du Compte-rendu et Avis sur la situation alimentaire et perspectives dans la région (Rapporteurs, Experts du CILSS et du FEWS NET)	Responsable : Experts CILSS/FEWS NET et Rapporteurs
11 H 00 – 11 H 15	PAUSE CAFE 	

11 H 15 – 12 H 30	Adoption du compte-rendu des travaux	Responsable : Experts CILSS/FEWS NET/PAM/FAO
12 H 30 – 13 H 00	Cérémonie de Clôture : i. Lecture des conclusions et recommandations de la réunion ii. Motions de remerciements iii. Discours de clôture par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Togo	
13 H 00 – 14 H 00	DEJEUNER 	
14 H 00	RETOUR DES PARTICIPANTS	

NB :

- Après la réunion, le Comité Technique du Cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité se réunira les **jeudi 1er avril (dans l'après midi) et vendredi 2 avril (dans la matinée à 9 heures)**
- Responsables : Ibrahima Laouali, Président (FEWS NET), Abdallah Samba, Secrétaire (Centre Régional AGRHYMET/CILSS)

ANNEXE 5 : LISTE DES PARTICIPANTS

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
OFFICIELS	1.	Kossi Messan Ewovor Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé - Togo
	2.	Prof. Alhousseïni Bretaudeau Secrétaire Exécutif du CILSS	03 BP. 7049 - Ouagadougou 03 Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : cilss.se@cilss.bf
	3.	Justin Rushemeza Représentant FAO au Togo	Avenue Duisburg - BP. 4388 Lomé - Togo Tél. (+228) 221 04 11/222 06 72 Fax (+228) 221 05 80 Email : justin.rushemeza@fao.org
	4.	Amadou Hébié Chargé de Programme	01 BP. 352 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 49 29 00 Fax (+226) 50 49 29 99 Email : amadou.hebie@ec.europa.eu
BENIN	5.	Bio Irénée Aboudou Directeur Général Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA)	06 BP. 2544 Cotonou – Bénin Tél. (+ 229) 21 33 15 02 Fax (+229) 21 33 02 93 Email : irebioa@yahoo.fr
	6.	Edgard Yves Didavi Chef Service Statistiques Agricoles Direction de la Programmation et de la Prospective Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	03 BP. 2900 Cotonou – Bénin Tél. (+229) 95 05 96 71/97 48 85 54 Email : didaviedgard@yahoo.fr
BURKINA FASO	7.	Sitégné Hien Ingénieur Agronome DGP/Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	03 BP. 7010 – Ouagadougou 03 Tél. (+226) 50 37 43 68/70 66 92 22 Fax (-226) 50 30 68 02 Email : hiensitegne@yahoo.fr
	8.	Oumarou Songré Statisticien DGP/Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	03 BP. 7010 – Ouagadougou 03 Tél. (+226) 70 04 94 78 Fax (-226) 50 30 68 02 Email : songr2006@yahoo.fr
CAP-VERT	9.	Oswaldo Monteiro Chantre Technicien Direction Service Sécurité Alimentaire/Ministère de l'Environnement, du Développement Rural et des Ressources Marines	Praia Tél. (+238) 264 78 49 Email : omchantre@hotmail.com

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
CAP-VERT	10	Luis Ledo De Pina Responsable Suivi des Pâturages Nationaux - Ministère de l'Environnement, du Développement Rural et des Ressources Marines	Achada S. Filipe - Praia Tél. (+238) 264 75 39 Email : ledopina@hotmail.com
COTE D'IVOIRE	11	Bertin Anon Sous-Directeur Cultures Vivrières et Sécurité Alimentaire Ministère de l'Agriculture	Immeuble CAISTAB, 4è étage BP. V 82 - Abidjan Tél. (+225) 07 68 71 94/20 22 59 52 Fax (+225) 20 21 25 18 Email : anonbertin@yahoo.fr
	12	Koffi Gabriel Kouamé Sous-Directeur en charge des Statistiques Agricoles et de la Prévision / Ministère de l'Agriculture	Immeuble CAISTAB Plateau BP. V 203 - Abidjan Tél. (+225) 20 33 53 66/05 94 38 16 Fax (+225) 20 33 53 66 Email : koffi_gabriel@yahoo.fr
GAMBIE	13	Aba Gibril Sankareh Director Planning Services, Dept. of Agriculture, MOA	5, Marina Parade P.O Box 3233 - Banjul Tél. (+220) 422 87 51/9993 82 18/793 82 18/693 82 18/ 399 82 18 Email: sankarehaba@hotmail.com / sankarehaba@yahoo.com
	14	Ebrima Cham Statistician Planner Service (PS) Ministry of Agriculture (MOA)	N° 5 Marina Parade - Banjul Tél. (+220) 761 89 21/990 75 83 Email : mansakonko2000@yahoo.co.uk
GHANA	15	Samuel Oku Ag. Director Ministry of Food and Agriculture, Statistics Research and Information Directorate	P.O. Box M 37 - Accra Tél. (+233) 020 819 31 18/ Fax (+233) 021 664 317 Email : oku_samuel@hotmail.com
	16	Godsway Klenami Banini Snr. Agric Economist SRID/Ministry of Food and Agriculture	PO Box M 37 - Accra Tél. (+233) 0244 232 784/ Fax (+233) 21 664 317 Email : gobanini@yahoo.co.uk / gbanini@gmail.com
GUINEE-BISSAU	17	Mamadou Camara Serra Chef Service Enquêtes/DSA Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	BP. 71 – Bissau Tél. (+245) 668 69 40 Email : mamadusera@yahoo.com.br
	18	Ildo Afonso Lopes Directeur des Statistiques Agricoles Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	BP. 71 - Bissau Tél. (+ 245) 685 26 64 Email : ildoafonsolopes@yahoo.fr
GUINEE	19	Yamoussa Fofana Directeur du Service National des Statistiques Agricoles/Ministère de l'Agriculture	BP. 576 - Conakry Tél. (+224) 648 552 12/602 638 41 Email : yafofana@yahoo.fr

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
GUINEE	20	Lansana Bayo Chef Section PSS/BS Ministère de l'Agriculture	BP. 576 – Conakry Tél. (+224) 642 156 92 Email : mahanbayo@yahoo.fr / lansanabayo@hotmail.com
LIBERIA	21	Reginald W. Fannoh Director Ministry of Agriculture	19 th Street, Sinkor - 1000 Monrovia Tél. (+231) 652 84 94 Email : reginaldwfannoh@yahoo.com
	22	Bunchie T. Harb Agriculture Statistician LISGIS	9 th Stree Sinkor Tél. (+231) 652 07 98 Email : benroseharb@yahoo.com
MALI	23	Ogoyo Dolo Responsable Suivi -Evaluation Système d'Alerte Précoce	BP. 2660 - Bamako Tél ; (+223) 20 21 27 28 Fax (+223) 20 21 27 28 Email : ogoyodolo@yahoo.fr
	24	Aliou Konaté Chef Unité Statistique Cellule de Planification et de Statistique du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR)	BP. 259 – Bamako Tél. (+223) 20 21 44 99/Cel. 761 279 80 Email : alioukonate07@yahoo.fr
MAURTANIE	25	Ould Baba Ainina Moulaye Said Directeur Observatoire / Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Immeuble Nasr, Avenue Jemal Abdnaser BP. 377 - Nouakchott Tél. (+222) 525 53 66/249 40 39 Fax (+222) 525 69 94 Email : moulaye72@gmail.com
NIGER	26	Harouna Hamani Coordonnateur Système d'Alerte Précoce CAB/PM	BP. 893 – Niamey Tél. (+227) 20 72 32 75/96 40 92 93 Email : sap@intnet.ne / hamani_harouna@yahoo.fr
	27	Ector Sédar Houssou Chef Division Suivi Agronomique Alerte Rapide et Prévision Agricole Direction des Statistiques Agricoles/MAE	Niamey Tél. (+227) 20 75 27 72/96 05 99 56/90 85 54 66 Fax (+227) 20 75 27 72 Email : dayou5@yahoo.fr
	28	Boukari Diamoitou Secrétaire Permanent du CNPGCA Cabinet du Premier Ministre	BP. 893 – Niamey Tél. (+227) 20 72 24 24/96 98 18 57 Fax (+227) 20 72 36 40 Email : bdiamoitou@yahoo.fr
	29	Ibrah Bara Directeur de la Nutrition Ministère de la Santé	BP. 623 – Niamey Tél. (+227) 20 20 35 76/96 55 50 08 Email : ibrahbara@yahoo.fr
	30	Harouna Abarchi Pastoraliste Réseau Billital Maroobé	BP. 10648 – Niamey Tél. (+227) 20 74 11 93/ 96 26 36 46 Email : billital@intnet.ne ab_harou@yahoo.fr

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
NIGERIA	31	Adelabu Adetola Olayinka Agricultural Statistician Federal Ministry of Agriculture and Water Resources	PMB 135 – Abuja Tél. (+234) 70 63 06 07 63 Email : olayinka_tayo2000@yahoo.com
	32	Ayo Joseph Adelabu Desk Officer Early Warming System Federal Ministry of Agriculture and Water Resources	PMB 135 – Garki Abuja Tel. (+234) 80 35 01 04 97 Email : ayobola93@yahoo.com
SENEGAL	33	Ibrahima NDiaye Assistant SE/CNSA Secrétariat Exécutif Conseil National Sécurité Alimentaire	34, Av. Président Lamine Gueye Dakar Tél. (+221) 77 722 31 31 Fax (+221) 823 11 87 Email : adjiagnil@yahoo.fr
	34	Gorgui Djibril Diallo Chef de la Division chargée des Statistiques/Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques (DAPS) - Ministère de l'Agriculture	137 Sacré Cœur III, Pyrotechnie - Dakar Tél. (+221) 33 864 64 69/70 Fax (+221) 33 864 64 71 Email : gorgui_diallo@yahoo.fr
	35	Ousmane Diagne Division Statistiques Agricoles Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques	Sacré Cœur III Villa 9104 BP. 4500 – Dakar Tél. (+221) 77 352 5720 Fax (+221) 33 864 71 Email : oussoudiagne2000@yahoo.fr
TCHAD	36	Mougabé Lotard Chef de Division Statistique Agricole / Direction de la Production et des Statistiques Agricoles Ministère de l'Agriculture	BP. 441 - N'Djaména Tel. (+235) 662 605 23
	37	Moussa Al-Lass Ben Ali Chef Division Sécurité Alimentaire Ministère de l'Agriculture	BP. 441 – N'Djaména Tél. (+235) 66 34 44 42/99 84 44 42 Email : moussaallassbenali@yahoo.fr
TOGO	38	Kokoutsè Dzaka Sous-Directeur chargé du Commerce et de la Production à l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT)	BP. 13537 - Lomé Tél. (+228) 251 41 82/91 09 015 Fax (+228) 251 41 82 Email : dzakason@hotmail.com
	39	Lébéné Kougbenya Directeur des Statistiques Agricoles Direction des Statistiques Agricoles (DSID) – Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13/904 37 46 Email : lebenelebene@yahoo.fr
	40	Akla-Esso Arokoum Directeur de l'Agriculture Direction de l'Agriculture – Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	BP. 1263 – Lomé Tél. (+228) 905 90 44 Email : arokoum2003@yahoo.fr
	41	Dindioque K. Konlani Directeur de Cabinet Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 220 39 31/905 91 82 Email : kokod1971@yahoo.fr

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
TOGO	42	Iyatan K. Lambert Sabi Assistant Technique du Ministre Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 220 39 31/907 46 75 Email : assistantmaep@yahoo.com
	43	Kokou Adodo Aboflan Attaché du Ministre Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 220 39 31/911 64 49 Email : eliasadodo@yahoo.fr / eliasadodod@gmail.com
	44	Modonyo M. Kpemissi Directeur des Ressources Humaines Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 222 57 98/905 36 03
	45	Yamo Sefé Gogovor Directeur de la Protection des Végétaux Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 222 61 25/909 07 13 Email : gogovor@yahoo.fr
	46	Aimé Amekpo Protocole du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Lomé – Togo Tél. (+228) 220 39 31 Email : domaine_aime@yahoo.fr
	47	Kodjo Dokodjo Statisticien DSID/Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13/982 78 89 Email : dkkodjo@yahoo.fr
	48	Mouawiyatou Bouraima Chef Service National de la Nutrition/Ministère de la Santé	BP. 386 – Lomé Tél. (+228) 222 11 96/90225 47 Fax (+228) 222 11 96 Email : bouraimamou@yahoo.fr
	49	Mawuli Amewuame Agroéconomiste Direction des Statistiques Agricoles	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 915 29 61 Email : mawulus@hotmail.com
	50	Ezi Tsogli Ingénieur Agronome Direction des Statistiques Agricoles	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 928 69 13 Fax (+228) 221 86 24 Email : ezitsogli@yahoo.fr
	51	Ekoué E. Folikoué Agroéconomiste DSID/SG/MAEP	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 907 12 61/221 60 13 Email : joel.folikoue@yahoo.fr
	52	Kossi Djiffa Hounkanli Ingénieur Agroéconomiste DSID/MAEP	BP. 80004 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13 / 932 04 21 Email : chounkanli18@yahoo.fr
53	Gagli Blewussi Agronome DSID	BP. 8377 - Lomé Tél. (+228) 903 18 93 Email : dsid_togo@yahoo.fr	

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
TOGO	54	Abalo-Sossou Hainga Informaticien Direction des Statistiques Agricoles	BP. 8377 – Lomé Tél. (+228) 221 60 13/909 32 32 Email : soossohoother@yahoo.fr
ACF	55	Frédéric Ham Chef de Projet Surveillance Ressources Pastorales Mission Mali	Quinzambougou, Bamako – Mali Tél. (+223) 752 502 45 Email : hop1-ml-bm@acf-e.org
AECOM	56	Seyni Ganda Hassane Consultant	BP. 20610 Lomé – Togo Tél. (+228) 261 18 18/920 68 27 Fax (+228) 223 25 55 Email : gshassane@yahoo.com
CSAO/OCDE	57	Sibiri Jean Zoundi Administrateur Principal	2, rue André-Pascal 75775 Paris Cedex 16 Tél. (+33-1) 45 24 19 82 Fax (+33 1) 45 24 90 31 Email : sibirijean.zoundi@oecd.org
FAO	58	Patrick Davis Assistant Coordinateur	Rue Calmette BP. 3300 Dakar - Sénégal Tél. (+221) 77 529 61 11 Email : patrick.davis@fao.org
	59	José Luis Fernandez Coordinateur Régional Programme d'Urgence FAO - Région Afrique de l'Ouest/Sahel	BP. 3300 Dakar – Sénégal Tél. (+228) 750 29 64 Email : JoseLuis.Fernandez@fao.org
FAO	60	Jean Senahoun Economiste	Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome – Italie Tél. (+39) 065 705 42 38 Email : Jean.Senahoun@fao.org
	61	Zoé Druilhe Spécialiste Sécurité Alimentaire	BP. 00100 Viale delle Terme di Caracalla Tél. (39) 06 57 54 685 Email : zoe.druilhe@fao.org
	62	Alfred Marie Andriantianasolo Chargé des Programmes d'urgence	Avenue Duisburg - BP. 4388 Lomé - Togo Tél. (+228) 221 04 11/222 06 72 Fax (+228) 221 05 80 Email : alfred.andriantianasolo@fao.org
FEWS NET/USAID	63	Salif Sow Représentant Régional Afrique de l'Ouest	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 47 06 Email : ssow@fews.net

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
FICR	64	Aïta Sarr Cissé Chargée de Programme Sécurité Alimentaire Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre	Almadies, Zone n° 7, Lot n° 7 BP. 25956 Dakar-Fann – Sénégal Tél. (+221) 33 869 36 54 Fax (+221) 33 820 25 34 Email : aita.sarr@ifrc.org
HKI	65	El Hadj Diallo Sadioliou Pounthiou Administrateur Civil Point Focal SENAH-HKI	BP. 3491 Conakry – République de Guinée Tél. (+224) 64 28 04 53/62 08 90 29 Email : dsadioliou@yahoo.fr
	66	Souro Kamano Coordonnateur Programme de Surveillance Nutritionnelle	BP. 5060 Conakry – République de Guinée Tél. (+224) 60 51 47 66 Email : skamano@hki.org / ksouro@yahoo.fr
PAM	67	Koffi Akakpo Statisticien	Sipres n° 28 Dakar – Sénégal Tél. (+221) 77 104 43 59 Email : koffi.akakpo@wfp.org
	68	Kokou Ognatan Nutritionniste	BP. 911 Lomé – Togo Tél. (+228) 220 27 16 Fax (+228) 220 27 16 Email : kokou.ognatan@wfp.org
	69	Jean-Martin Bauer Spécialiste des Marchés	BP. 6288 Dakar – Sénégal Email : Jean-Martin.bauer@wfp.org
UNION EUROPEENNE	70	Jan Eijkenaar Assistant Technique Sahel DG ECHO – Aide Humanitaire UE Sahel Afrique de l'Ouest	12 Av. Hassan II BP. 3345 Dakar – Sénégal Tél. (+221) 77 637 53 02 Email : jan.eijkenaar@gmail.com
	71	Eric Pitois Assistant Technique BF DG ECHO Aide Humanitaire UE Sahel Afrique de l'Ouest	01 BP. 352 Ouagadougou – Burkina Faso Tél. (+226) 78 49 88 87 Email : eric.pitois@ec.europa.eu
UEMOA	72	Tchambakou Ayassor Chargé d'Agriculture	380 Avenue Joseph Ki-Zerbo 01 BP. 543 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tél. (+226) 70 17 48 16 Email : tchambakouayassor@yahoo.fr
UN OCHA	73	Francesca Citossi Chef de Bureau	Av. des Nations Unies BP. 911 Lomé – Togo Tél. (+228) 756 63 48 Fax (+228) 221 57 08 Email : citossi@un.org
USAID/OFDA	74	Regina Davis Principal Regional Advisor for West and North Africa USAID-Office of US Foreign Disaster Assistance (OFDA)	BP. 49 Dakar – Sénégal Tél ; (+221) 77 639 42 79 Fax (+221) 33 869 6188 Email : rdavis@ofda.gov

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
CILSS	75	El Hadj Dramane Coulibaly Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif CILSS	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : dramane.coulibaly@cilss.bf
	76	Moussa Cissé Coordonnateur PRA/Accès aux Marchés Secrétariat Exécutif CILSS	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : moussa.cisse@cilss.bf / sadajr_cisse@yahoo.fr
	77	Maty Ba-Diao Chef Département Information et Recherche Centre Régional AGRHYMET	BP. 11011 Niamey – Niger Tél. (+227) 20 31 53 16 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : m.badiou@agrhy.net
	78	Abdou Karim Keita Expert en Sécurité Alimentaire PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif CILSS	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : abdou.keita@cilss.bf
CILSS	79	Harouna Kindo Chef UAM/CID Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : harouna.kindo@cilss.bf
	80	Sébastien Subsol Conseiller Technique Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 58 95 Email : sebastien.subsol@cilss.bf
	81	El Hadj Abdallah Samba Chef Division Sécurité Alimentaire et Accès aux Marchés Centre Régional AGRHYMET	BP. 11011 Niamey – Niger Tél. (+227) 96 27 03 23 Fax (+227) 20 31 54 35 Email : A.Samba@agrhy.net
	82	Amadou Mactar Konaté Expert en Sécurité Alimentaire PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : konate.amadou@cilss.bf
	83	Bernadin Zoungrana Expert Analyste Centre Régional AGRHYMET	BP. 11011 Niamey – Niger Tél. (+227) 96 08 81 07 Email : b.zoungrana@agrhy.net
	84	Coudy Ly Wane Expert en Nutrition Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : coudy.wane@cilss.bf

PAYS / INSTITUTIONS		PRENOMS ET NOM	CONTACTS
CILSS	85	Bernard Dembélé Expert en Nutrition Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 - Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : bernard.dembele@cilss.bf
	86	Nobila Jean Christophe Sorgho Interprète Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : nobila.sorgho@cilss.bf
	87	Sheikh Tijan Salla Traducteur Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : tijan.salla@cilss.bf
	88	Rose Goungounga Secrétariat PRA/SA-LCD-POP DEV Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : rose.goungounga@cilss.bf
	89	Souleymane Ouédraogo Comptable Secrétariat Exécutif	03 BP. 7049 Ouagadougou 03 – Burkina Faso Tél. (+226) 50 37 41 25/26 Fax (+226) 50 37 41 32 Email : souleymane.ouedraogo@cilss.bf
INTERPRETARIAT	90	Souleymane Konté Interprète de conférence Membre de l'AIIIC-Genève	BP. 2598 Bamako – Mali Tél. (+223) 20 20 05 51/66 74 53 15/76 08 10 11 Email : kontesoul23@yahoo.fr